

DEPARTEMENT de
l'ESSONNE

Arrondissement de
PALAISEAU

Canton de
MONTLHERY

Commune de
MONTLHERY

Secrétariat

☎ 01.64.49.53.33

⌘ ⌘ ⌘ ⌘ ⌘

OBJET

Plan Local
d'Urbanisme
Révision

⌘ ⌘ ⌘ ⌘ ⌘

Nombre de Conseillers

En exercice : 29

Présents : 27

Votants : 29

POUR : 24

CONTRE : 0

Abstentions : 5

Date de convocation
22.04.2014

Date d'affichage
22.04.2014

FG/NP/14-28.04-019

Extrait du REGISTRE DES DELIBERATIONS
du CONSEIL MUNICIPAL
de la COMMUNE DE MONTLHERY

⌘ ⌘ ⌘ ⌘ ⌘
Acte à caractère exécutoire,
Transmis au représentant de
l'État et visé en Sous-Préfecture
L'an deux mille quatorze de Palaiseau le 22 MAI 2014.
Le vingt huit avril à vingt et une heures

Le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Claude PONS, Maire.

PRESENTS :

- M. PONS,
- Mmes DA COSTA FERNANDES, KLJAJIC, LECOMTE, LESCURE, MARTIN, NOEL, PICHON, ROZIER-BELVAL, SPIRAL, TONNA, TRUNSARD, ZANATO.
- MM. BERTIN, BORREDON, DESSERPRIT, DUJARDIN, DURAND, GAUCHET, HERNANDEZ, KAROU, LAFONT, NIVET, QUEANT, STANORD, SUTTER, TURPINAT.

EXCUSES :

- Mme AFONSO pouvoir à M. LAFONT
- Mme BELOT pouvoir à M. NIVET.

Le Conseil Municipal, réuni au nombre prescrit par l'article L 2121-2 du Code Général des Collectivités Territoriales a nommé Secrétaire de séance Mme NOEL. L'exposé de Monsieur le Maire entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

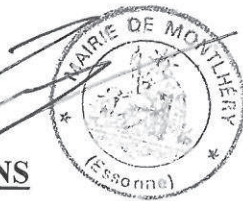
- Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.123-13 et L.300-2,
- Vu le Plan Local d'Urbanisme révisé le 6 juillet 2011, dont la dernière modification simplifiée a été approuvée le 13 février 2014,
- **PRESCRIT, par 24 voix POUR et 5 ABSTENTIONS (celles de Mmes AFONSO, ROZIER-BELVAL, MM. BORREDON, LAFONT, TURPINAT), la révision du Plan Local d'Urbanisme sur la totalité du territoire communal** afin de prendre en compte les objectifs suivants :
 - Evaluer les incidences de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, notamment sur l'évolution des quartiers d'habitations individuelles et, sans remettre en cause l'esprit de la loi, intégrer dans le règlement du PLU des dispositions pour éviter des conséquences négatives de la suppression du COS et de la superficie minimale des terrain sur l'environnement, les paysages et la qualité de vie.
 - Mettre en compatibilité le PLU avec les dispositions de la Loi Grenelle 2, ce qui implique de prendre en compte des données nouvelles telles que la maîtrise de la consommation d'énergie, l'utilisation des énergies renouvelables, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la préservation et la mise en état des continuités écologiques.
 - Prendre en compte les résultats de l'étude de programmation urbaine réalisée en 2013 portant sur la capacité d'accueil des îlots mutables situés en centre ville et aux abords de la RN 20 afin de mettre en place, dans le PLU, des mesures permettant de bien encadrer l'évolution des sites mutables dans le temps.
 - Mettre le PLU en compatibilité avec le nouveau SDRIF approuvé fin 2013 qui prévoit un certain nombre d'évolutions notamment sur la partie nord du territoire communal.

- **DEFINIT** les modalités suivantes pour conduire la concertation avec les habitants, les associations locales et autres personnes concernées :
- Publication d'informations dans le bulletin municipal au fur et à mesure de l'avancement des études ainsi que sur le site Internet de la ville,
 - Mise à disposition du public, en mairie, des documents faisant apparaître les dispositions relatives au contenu de la révision accompagnés d'un registre où les observations pourront être consignées,
 - Tenue de réunions publiques.
- **SOLLICITE** de l'Etat la dotation relative à la révision du PLU,
- **PRECISE** que la présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat et notifiée aux personnes publiques associées et consultées,
- **DIT** que la présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs, fera l'objet d'un affichage pendant un mois en mairie, mention de cet affichage sera publiée dans un journal diffusé dans le département.

Pour copie conforme
au registre,

Le Maire,

Claude PONS



Fait et délibéré en séance publique,
les jour, mois et an que dessus.

Ont signé au registre
tous les membres présents.

Le Maire,
Claude PONS